

# INVESTIG'ACTION

L'info n'est pas un luxe, c'est un droit

## A propos de la capitulation allemande en 1945... Le 7, le 8 ou le 9 mai ?

10 Mai 2012

JACQUES PAUWELS



Durant les derniers mois de la guerre en Europe, les alliés occidentaux furent obnubilés par la possibilité d'un armistice séparé avec l'Allemagne. Un tel « renversement des alliances », c'est-à-dire une collaboration militaire entre les Américano-Britanniques et les Allemands, ouvrait la perspective de chasser l'Armée Rouge de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est, et laissait même entrevoir la possibilité de détruire l'État soviétique, véritable épine dans le pied du monde capitaliste depuis 1917.

Extrait du livre de Jacques R. Pauwels. *Le mythe de la bonne guerre : Les Etats-Unis et la Deuxième Guerre mondiale*, nouvelle édition, ADEN, Bruxelles, 2012

Que ce soit avec les nazis que Washington et Londres puissent conclure un marché était impensable. D'autre part, le service secret américain, l'OSS (Office for Strategic Services, le prédécesseur de la CIA), avait depuis quelques temps déjà songé à la possibilité d'une prise de pouvoir à Berlin par des non-nazis, c'est-à-dire des personnalités considérées comme des partenaires acceptables par les alliés occidentaux. Cela pouvait survenir par le biais d'un coup d'état, peut-être organisé par des généraux de la Wehrmacht. Avec de tels interlocuteurs prétendument « respectables », les Américains pouvaient espérer parler de sujets fort intéressants, tels une capitulation allemande – du moins sur le front Ouest –, l'occupation rapide de territoires allemands par les alliés occidentaux après cette capitulation, la possibilité que la Wehrmacht continue à se battre sur le front Est, et, finalement, peut-être, une entreprise commune contre les Soviétiques.

La politique de l'OSS était fortement influencée par un groupe d'hommes d'affaires, d'avocats (dont John Foster Dulles, le futur secrétaire

d'État) et de politiciens américains, déjà connus pour leur attitude anti-bolchevique et pro-fasciste bien avant le déclenchement de la guerre. Au cours de celle-ci, ils continuèrent à entretenir des contacts étroits, via des pays neutres, avec des Allemands « respectables ». L'OSS avait établi le contact avec des militaires et des personnalités politiques allemands qui constituaient ce qui entra dans l'histoire sous l'appellation d'« opposition » anti-nazie, même si la majorité de ces hommes avait soutenu Hitler avec beaucoup d'enthousiasme au moment de ses triomphes. Les membres de ce groupe hétérogène avaient été nommés les « casseurs » (breakers) par Allen Dulles, l'agent de l'OSS en Suisse. Allen Dulles était le frère de John Foster Dulles et avait été son partenaire au sein du cabinet d'avocats new-yorkais Sullivan & Cromwell dans les années trente. Pendant la guerre, il abandonna soudainement cet emploi fort lucratif pour s'installer en Suisse comme agent de l'OSS. Dans ce pays neutre, il développa soigneusement ses contacts allemands, y compris parmi des hommes d'affaires qui avaient été des clients importants de Sullivan & Cromwell. (Après la guerre, Allen Dulles poursuivra sa carrière d'espion et deviendra même chef de la CIA.)

Un certain nombre des « casseurs » avait cultivé de grands espoirs dans leur propre version de l'« option allemande » américaine. Leur scénario prévoyait le remplacement du régime nazi par une junte militaire, suivi par la conclusion d'un accord anti-soviétique avec les alliés occidentaux. Ils espéraient ainsi mettre à l'abri, au profit de l'Allemagne, la plus grande part possible des gains territoriaux remportés par Hitler en Europe de l'Est. Or, les contacts entre l'OSS et les « casseurs » n'avaient pas encore produit de résultats concrets, et les chances d'un tel accord américano-allemand semblaient quasiment nulles après l'élimination par les nazis de la plupart des dirigeants de l'opposition, suite à l'échec de l'attentat contre Hitler, le 20 juin 1944. Or, après le suicide d'Hitler, le 30 avril 1945, une nouvelle et sans doute dernière chance de trouver des partenaires respectables en Allemagne se présenta aux alliés occidentaux. Des nazis tels le patron des SS, Heinrich Himmler, proposèrent leurs services mais ils n'avaient aucune chance de passer le critère fondamental de respectabilité. D'autre part, les généraux de la Wehrmacht jouissaient, à tort ou à raison, d'une réputation d'intégrité auprès des alliés occidentaux. Il s'agissait en général de « Junkers », c'est-à-dire de membres de l'aristocratie traditionnelle prussienne, comme von Rundstedt. Ces « Junkers » pouvaient précisément fournir le genre de partenaires allemands que les alliés occidentaux recherchaient: des hommes apparemment respectables et, en plus, conservateurs, anti-communistes et anti-soviétiques. Avec ce genre d'interlocuteurs, la conclusion d'un armistice séparé et, même, le lancement d'une croisade commune contre l'Armée Rouge étaient possibles. En tout cas, la dénommée « Option Junker » devint soudainement une proposition réaliste pour la politique américaine dans les derniers jours de la guerre en Europe, lorsque le successeur de Hitler se révéla ne pas être un autre nazi fanatique, mais un homme portant l'uniforme et d'apparence respectable: l'amiral Dönitz.

En fin de compte, une alliance entre les Américains et les Britanniques d'une part et les Allemands de l'autre, ne vit jamais le jour. Néanmoins, l'intérêt porté par Washington et Londres pour une telle entreprise ne relevait certainement pas de la seule théorie. En effet, des préparations sur le terrain furent entreprises, « juste au cas où »... Par exemple, nombre d'unités allemandes capturées ne furent pas désarmées mais furent secrètement tenues prêtes pour un possible emploi contre l'Armée Rouge. Churchill donna un ordre à cet effet au maréchal Montgomery durant les derniers jours de la guerre, comme il le reconnaîtra ouvertement en novembre 1954. Des troupes de la Wehrmacht qui s'étaient rendues dans le nord-ouest de l'Allemagne et en Norvège pouvaient garder leur uniforme et même leurs armes, et restaient sous le

commandement de leurs propres officiers, car Churchill songeait à la possibilité de les utiliser contre les Soviétiques. Des généraux allemands faits prisonniers, tel Kesselring en Italie, reçurent la permission des Américains de rester à la tête de leurs troupes et de se déplacer librement parmi leurs soldats. Un même traitement fut réservé au successeur de Hitler dans le secteur britannique. L'amiral Dönitz avait déclaré dans une allocution radiodiffusée à l'occasion de son entrée en fonction, qu'à l'avenir, l'Allemagne voulait se battre uniquement « contre le bolchevisme ». Il se considérait clairement comme un partenaire allemand potentiel des alliés occidentaux contre les Soviétiques. Les Britanniques – avec leur penchant pour les hommes de la Marine – pensaient probablement reconnaître en l'amiral Dönitz le genre de dirigeant allemand respectable avec lequel des arrangements anti-soviétiques pouvaient être envisagés. En tout cas, le successeur de Hitler et ses collègues furent dans un premier temps traités avec des gants blancs par les Britanniques. Dönitz et ses acolytes ne furent mis aux arrêts que le 23 mai 1945, deux semaines après la capitulation allemande.

La croisade américano-allemande envisagée contre l'URSS soulevait tout de même un problème épineux : il est extrêmement douteux qu'à cette époque, l'opinion publique américaine et celle des pays libérés en Europe aient toléré une telle entreprise anti-soviétique avec les Allemands. Au printemps 1945, l'allié soviétique jouissait de beaucoup de prestige parmi le peuple américain et parmi les soldats américains stationnés en Europe et ailleurs. Un sondage mené par Gallup en mars 1945 révélait ainsi que 55% des Américains voulaient que leur pays conserve l'URSS comme allié après la guerre. En ce qui concerne les soldats américains, y compris les GI's en Europe qui auraient dû être utilisés dans une croisade contre les Soviétiques, ils éprouaient, presque sans exception, un mélange de sympathie, d'admiration et de respect pour leurs camarades de l'Armée Rouge. À la fin de la guerre, les GI's firent clairement savoir par le biais de pétitions et de manifestations – par exemple à Manille, Honolulu, Séoul, Londres, Francfort, Paris, et Reims – qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser embarquer dans une guerre anti-soviétique ou n'importe quelle autre aventure militaire en Europe ou ailleurs. Dans ces conditions, une croisade anti-soviétique conjointe avec les nazis, ou avec quiconque leur succéderait à Berlin, se révéla être un rêve non concrétisable au printemps 1945, quels que fussent les attraits d'une telle aventure aux yeux de certains dirigeants américains et britanniques.

Les alliés occidentaux se révélaient fascinés par les propositions d'une capitulation allemande uniquement sur le front Ouest. Ces propositions furent sans cesse renouvelées par les Allemands à la condition que la Wehrmacht fût autorisée à poursuivre les combats sur le front Est contre les Soviétiques, lesquels avançaient désormais rapidement vers l'Ouest. Une telle capitulation aurait clairement violé les accords interalliés, mais ses avantages potentiels étaient particulièrement attractifs pour les leaders américains et britanniques. Cette capitulation aurait, par exemple, permis que davantage d'unités de la Wehrmacht soient capturées par les Américains et les Britanniques plutôt que par les Soviétiques, et soient dès lors disponibles pour une croisade contre l'Armée Rouge. Un tel scénario représentait un espoir, non seulement pour Dönitz et d'autres commandants allemands, mais également pour un grand nombre d'officiers haut gradés dans les rangs des alliés occidentaux, qui rêvaient tout haut d'une poussée vers Moscou, coudes à coudes avec la Wehrmacht. Le général Patton, par exemple, qui dans une conversation téléphonique avec le général Joseph T. McNarney, adjoint de Eisenhower, aurait fait cette déclaration :

« Nous aurons à nous battre contre eux [les Soviétiques] tôt ou tard... Pourquoi ne pas le faire maintenant, alors que notre armée est encore intacte ? On botterait l'arrière-train de ces sales Russes et on les renverrait en Russie dans les trois mois ! Nous pouvons le faire facilement avec l'aide des troupes allemandes que nous avons à notre disposition, il suffit de les armer et de les emmener avec nous. Ils haïssent ces salauds. En dix jours, je peux mettre en scène assez d'incidents pour causer une guerre contre ces fils de p... De plus, cela aura l'air d'être de leur faute, nous paraîtrions avoir entièrement raison de les attaquer... »

Patton n'était pas le seul Américain haut gradé qui voyait les choses de cette manière. Les historiens américains Russel D. Buhite et William Christopher Hamel ont écrit que beaucoup d'autres dirigeants militaires et politiques « avaient commencé à penser à une guerre préventive [contre l'URSS] en 1945 ».

Du point de vue des alliés occidentaux, l'offre allemande d'une capitulation sur le front Ouest était terriblement tentante, même si une croisade anti-soviétique ne se produisait pas. Tandis que les Soviétiques devaient continuer à se battre pour éliminer les dernières poches de résistance de la Wehrmacht ou de la Waffen-SS, les Américains et les Britanniques pourraient déjà commencer à se remettre de leurs efforts. Plus les Soviétiques sortiraient affaiblis des hostilités, mieux Washington et Londres se porteraient. Même si Moscou restait un allié, on préférait un allié faible à un allié fort, car il serait plus facile d'arracher à un faible des concessions au cours des négociations à venir sur des questions délicates telles que la modification des frontières nationales, le problème polonais, les réparations allemandes, et ainsi de suite.

### *La délégation allemande, prête à signer la capitulation à Berlin, le 8 mai*

Une capitulation allemande complète ne pouvait être acceptée par les Américains et les Britanniques sans la présence du partenaire soviétique, car elle eut constitué une violation trop flagrante des accords interalliés. Mais rien n'empêchait les Américains ou les Britanniques d'accepter des capitulations « locales » ou « partielles ». Les Américains n'attendirent pas les derniers jours de la guerre pour entreprendre des pourparlers avec les Allemands concernant ce genre de capitulations locales. Déjà en mars 1945, par exemple, des négociations eurent lieu à Berne, en Suisse neutre, entre l'agent local des services secrets américains, Allen Dulles, et le général SS Karl Wolff, un criminel de guerre notoire. Ces négociations, autorisées par Washington et connues sous le nom de code d'opération « Lever de Soleil », concernaient une éventuelle capitulation allemande sur le front italien. Les Américains y cherchaient un double avantage qu'ils souhaitaient, de manière fort compréhensible, garder secret vis-à-vis des Soviétiques, et pour lesquels Wolff escomptait, en échange, l'immunité pour ses crimes de guerre. Le double objectif poursuivi par les Américains était, en tout premier lieu, d'organiser la capitulation allemande dans le nord de l'Italie de telle manière qu'elle rende possible l'élimination militaire et politique des partisans communistes avec l'aide des Allemands ; en second lieu,

s'assurer qu'une telle capitulation allemande puisse permettre aux armées américano-britanniques d'avancer rapidement dans la direction du nord-est de manière à stopper le progrès des partisans communistes de Tito aux alentours des frontières italiennes (et autrichiennes) de la Yougoslavie.

Les Soviétiques furent finalement informés des négociations de Berne, mais leur demande de participation à ces négociations fut rejetée. Un Staline méfiant protesta avec véhémence, et Roosevelt ne voulut pas risquer une confrontation avec Moscou sur cette question. L'opération « Lever de Soleil » fut avortée. Le résultat des négociations de Berne fut que les relations entre les alliés occidentaux et leur partenaire soviétique s'en retrouvaient profondément perturbées. Par la suite, les Soviétiques seront particulièrement soupçonneux chaque fois que la question de capitulations locales sera soulevée. Les Américains et les Britanniques se révéleront néanmoins incapables de résister à la tentation de répondre à de telles offres allemandes, et cela dans le dos de leur allié soviétique. Et, plus la fin approchera pour les Allemands, plus les offres de capitulation locales arriveront aux quartiers généraux des Américains et des Britanniques.

Durant les premiers jours de mai 1945, un commandant américain accepta ainsi une capitulation locale des Allemands sur les rives de l'Elbe. Comme résultat, le gros de la 12e Armée du général Wenck, qui avait jusque-là combattu les Soviétiques, put se glisser derrière les lignes américaines. Cette indulgence américaine procura beaucoup de soulagement à leurs ennemis allemands, qui purent ainsi échapper par milliers à la captivité en Union soviétique, mais elle créa des problèmes pour l'allié soviétique, qui dut affronter la résistance déterminée de l'arrière-garde du général Wenck pendant trois journées supplémentaires. La capitulation, ou plutôt le sauvetage, de l'armée de Wenck n'était pas un incident isolé. Selon le général allemand Kurt von Tippelskirch, « des armées allemandes entières eurent ainsi l'opportunité de se glisser au dernier moment derrière les lignes américaines » durant les derniers jours de la guerre. Selon certains rapports, cela concerna des centaines de milliers de soldats allemands, soit approximativement la moitié de toutes les troupes de la Wehrmacht se battant sur le front Est.

Les questions qui furent discutées lors des négociations plus ou moins secrètes entre les Allemands et les Américano-Britanniques concernaient des sujets tels que les capitulations locales; les manières d'éviter aux unités de la Wehrmacht de tomber prisonnières des Soviétiques; les perspectives d'une entreprise commune contre les Soviétiques; les stratégies pour éliminer (comme par exemple en Italie) des groupes de résistants radicaux et donc indésirables, avant même l'arrivée sur le terrain des libérateurs britanniques et américains; etc. De tels contacts violaient clairement l'esprit des accords interalliés, signés lors de la Conférence de Casablanca et qui interdisaient une négociation séparée avec les Allemands. Or, une reddition allemande sans conditions, aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à l'Union soviétique, devait finalement être conclue quelque part. Pour des raisons de prestige, les alliés occidentaux préféraient qu'elle ait lieu sur le front Ouest. Les contacts anglo-américains avec les Allemands étaient donc importants, non seulement dans la perspective d'éventuelles redditions locales, mais aussi dans la perspective d'une capitulation générale et sans doute inconditionnelle future ; certains détails importants de celle-ci, comme le lieu de la cérémonie, pourraient ainsi être déterminés à l'avance, en l'absence des Soviétiques.

La « Grande Guerre », celle de 1914-1918, s'était terminée par un armistice clair et catégorique: une capitulation allemande sans conditions. Elle entra en vigueur à la onzième heure du onzième jour du onzième mois de 1918. La Deuxième Guerre mondiale, par contre, mettait beaucoup de temps pour se terminer, du moins en Europe, et sa fin était empreinte d'intrigues et de confusion, ce qui explique qu'aujourd'hui encore, le moment et l'endroit précis de la reddition allemande sont sujets à discussion. La Deuxième Guerre mondiale se termina, sur le théâtre européen, par une longue série de redditions allemandes, on pourrait même dire par une véritable orgie de redditions.

En Grande-Bretagne, beaucoup de gens croient fermement, aujourd'hui encore, que la guerre contre l'Allemagne se termina par la capitulation allemande dans le quartier général du maréchal Montgomery, quelque part dans la lande de Lunebourg au nord de l'Allemagne. Or, cette cérémonie eut lieu le 4 mai 1945, donc 5 jours avant le cessez-le-feu général en Europe, et la capitulation qui en résulta concernait seulement les troupes allemandes qui avaient jusque là combattu le 21e groupe d'armées britanniques, commandé par Montgomery, dans le nord-ouest de l'Allemagne. Le lendemain, 5 mai 1945, les troupes allemandes aux Pays-Bas se rendirent au poste de commandement de l'armée canadienne dans la petite ville de Wageningen. C'est pour cette raison que les Hollandais fêtent la fin de la guerre le 5 mai. Aux États-Unis, de même qu'en Europe de l'Ouest, Lunebourg est considéré, avec raison, comme une capitulation strictement locale, même si elle est reconnue comme une sorte de prélude à la capitulation définitive dont on croit qu'elle eut lieu le 7 mai 1945, tôt au matin, à Reims, au quartier général du général Eisenhower, commandant suprême des forces alliées sur le front Ouest. Comme cet armistice ne prenait ses effets que le lendemain 8 mai, les cérémonies de commémoration aux États-Unis et en Europe de l'Ouest ont toujours lieu le 8 mai.

Or, même la capitulation de Reims ne constituait pas la capitulation finale. Avec la permission du successeur de Hitler, l'amiral Dönitz, des émissaires allemands étaient venus frapper à la porte d'Eisenhower en vue d'essayer, une fois de plus, de conclure un armistice séparé avec les alliés occidentaux ou, si cela n'était pas possible, de tenter de sauver encore davantage d'unités de la Wehrmacht des griffes des Soviétiques, par le biais de redditions « locales » sur le front Ouest. Personnellement, Eisenhower n'était plus disposé à consentir de nouvelles redditions locales, et encore moins à accepter une capitulation allemande négociée avec les seuls alliés occidentaux. Mais il reconnaissait les avantages potentiels à ce que, d'une manière ou d'une autre, l'essentiel de la Wehrmacht tombe sous le contrôle des Anglo-Américains plutôt que sous celui des Soviétiques. Pour Eisenhower, il s'agissait là également d'une chance unique pour pousser les Allemands désespérés à signer dans son propre quartier général un document de capitulation générale et inconditionnelle qui serait en conformité avec les accords interalliés. De tels détails pouvaient évidemment contribuer à accroître le prestige des États-Unis.

Dès lors, un scénario byzantin fut mis en place à Reims. Premièrement, un obscur officier de liaison soviétique, le major-général Ivan Sousloparov, fut mandé de Paris pour sauver les apparences de l'indispensable collégialité interalliée. Deuxièmement, alors qu'il fut clairement signifié aux Allemands qu'il n'était pas question d'une capitulation séparée sur le front Ouest, une concession leur fut accordée : les conditions de l'armistice ne seraient appliquées qu'après un délai de 45 heures. Ce délai permit à un grand nombre d'unités allemandes une toute dernière possibilité de se rendre aux Américains ou aux Britanniques. Les commandants américains locaux acceptèrent dès lors la reddition de

troupes allemandes fuyant de l'Est jusqu'à la prise d'effet de la capitulation allemande. On peut donc estimer que l'accord conclu dans la ville champenoise ne constituait pas à proprement parler une capitulation inconditionnelle.

Le document signé à Reims offrait aux Américains le prestige lié au fait que la capitulation générale allemande ait lieu sur le front Ouest, au quartier général d'Eisenhower. Les Allemands, pour leur part, obtenaient un « report de l'exécution » de près de deux jours, ce qui permit à un nombre incalculable de soldats allemands de se ruer vers l'Ouest et de gagner les lignes anglo-américaines, plus hospitalières que celles de l'Armée Rouge. Le texte de la capitulation de Reims ne correspondait donc pas entièrement au scénario de capitulation générale des Allemands, sur lequel tous les alliés – Américains, Britanniques ainsi que Soviétiques – s'étaient auparavant mis d'accord. Des doutes sérieux étaient aussi émis quant à la qualification de Sousloparov à co-signer le document. De plus, il est compréhensible que les Soviétiques aient été mécontents du fait que les Allemands puissent continuer à se battre contre l'Armée Rouge pendant quasi deux jours supplémentaires, alors que, sur le front Ouest, les hostilités avaient pratiquement cessé. Cela créait l'impression que ce qui avait été signé à Reims était en fait une capitulation allemande limitée au front Ouest, donc une démarche qui constituait une flagrante violation des accords interalliés.

Afin de désamorcer une situation potentiellement explosive, il fut décidé d'organiser une ultime cérémonie de capitulation. La capitulation allemande signée à Reims se révélera rétroactivement comme étant une sorte de prélude à la capitulation finale, une sorte de reddition purement administrative, même si les Américains et les Européens de l'Ouest continuent à la commémorer comme la véritable fin de la guerre en Europe.

Ce fut à Berlin, au quartier général du Maréchal Joukov, que la capitulation allemande générale et finale fut signée le 8 mai 1945, avec effets le 9 mai, ou – autrement dit – que la capitulation provisoire de Reims fut ratifiée par tous les alliés. Pour l'Allemagne, les signataires, agissant au nom de l'amiral Dönitz, étaient les généraux Keitel, von Friedeburg (déjà présent à Reims) et Stumpf. Puisque Joukov occupait un rang moins élevé dans la hiérarchie militaire qu'Eisenhower, ce dernier disposa d'une parfaite excuse pour ne pas assister à la cérémonie. Il y envoya son adjoint britannique, le maréchal Tedder, ce qui, bien sûr, enleva quelques lustres à la cérémonie de Berlin.

Pour les Soviétiques et la majorité des Européens de l'Est, la Deuxième Guerre mondiale se termina en Europe avec la cérémonie de Berlin du 8 mai 1945, qui entraîna le dépôt des armes le 9 mai. Pour les Américains et pour la plupart des Européens de l'Ouest, la cérémonie essentielle fut, et reste, la capitulation de Reims, signée le 7 mai et rendue effective le 8 mai. Alors que les premiers commémorent la fin de la guerre le 9 mai, les derniers le font le 8 mai. Que ce qui représente l'un des plus grands drames de l'histoire mondiale se soit terminé en Europe de manière aussi confuse et indigne résulta, comme l'écrit l'historien américain Gabriel Kolko, de la manière dont Américains et Britanniques cherchèrent à exploiter la capitulation inévitable des Allemands à leur profit et au détriment des Soviétiques.

Source: [mondialisation.ca](http://mondialisation.ca)

Jacques R. Pauwels (né à Gand, Belgique, en 1946) vit depuis 35 ans au Canada. Docteur en sciences politiques et en histoire, il a enseigné ces matières à l'Université de Toronto.

Son site Internet : [www.jacquespauwels.net](http://www.jacquespauwels.net)

Le documentaire de Jacques Pauwels : <http://www.marc-bielli.com/goodwar1.html>